

Rémy Porte, *Haute-Silésie 1920-1922. Laboratoire des “leçons oubliées” de l’armée française et perceptions nationales*, préface de Jean-Charles Jauffret, Paris, Riveneuve Editions, 2009, 436 p.

Olivier Cosson

L’enjeu de l’établissement, par le traité de Versailles, de la frontière germano-polonaise est bien connu. Âprement négociée entre les alliés et avec les Allemands, la décision d’assurer à la Pologne une existence et une puissance industrielle durable grâce aux bassins houillers de l’ancienne Silésie prussienne traduit largement la nouvelle posture stratégique de la France en Europe, puissance meurtrie désireuse de s’assurer un partenaire solide « dans le dos » des Allemands à la suite de la défection russe et d’affaiblir durablement l’économie du Reich.

Issu de son travail d’habilitation à diriger des recherches (HDR) soutenu sous la direction de Jean-Charles Jauffret, l’ouvrage de Remy Porte s’inscrit d’emblée à la croisée du champ très dynamique aujourd’hui de l’étude des sorties de guerre et des recherches menées sur les phénomènes d’occupations¹. Militaire de métier et expert de ces opérations complexes, l’historien de la Grande Guerre qu’est aussi Remy Porte ne renonce pas totalement au contemporain en renouvelant notre connaissance de cet épisode original de l’après-guerre de 1914-1918. Il choisit ainsi de soumettre les événements de Silésie à un regard à la fois militaire et politique fondé sur un solide appareil critique et méthodologique s’appuyant sur un large corpus constitué d’une étude minutieuse des archives militaires françaises et de quelques sources britanniques et italiennes autant que de la presse des pays impliqués dans les événements.

La construction d’un espace de droit à l’Est

La nécessité d’imposer l’application des traités aux Allemands et de permettre le partage pacifique de la zone avec les Polonais est à l’origine de la mission qui est confiée à un contingent interallié très majoritairement français et secondairement italien et britannique. Sous les auspices de la Commission interalliée de gouvernement et de plébiscite (CIGP), montage juridique complexe, ce contingent est chargé d’une part d’assurer la stabilisation de la région et le bon déroulement des opérations de vote qui doivent décider du sort d’une zone géographique hétérogène. D’autre part, il doit conduire la mise en œuvre concrète du traité qui aboutit au début de l’année 1922 au rattachement à l’Allemagne des deux tiers de la zone plébiscitaire mais attribuée à la Pologne 80% du charbon, 60% du fer et 100% du zinc silésiens (p. 380). Une double mission, donc, à la fois de stabilisation et de coercition, contradiction fort bien perçue par les acteurs et au premier chef par les Allemands.

¹ Voir sur ce thème, l’excellente mise au point sur ce champ et la bibliographie allemande de Nicolas Beaupré : « Occuper l’Allemagne. La présence française en Allemagne avant l’apaisement de Locarno, ou la continuation de la Grande Guerre par d’autres moyens », *Revue historique des armées*, N°254, 2009/1 (cité par l’auteur) et le dossier qu’il a coordonné avec Anne Duménil et Benoît Majerus, « Expériences d’occupations en Europe, 1914-1949 », *Histoire et Sociétés*, n°17, 2006.

Dès la première partie, consacrée à la naissance même de la « question silésienne », on perçoit l'un des traits principaux d'une telle entreprise qui est de mêler intimement l'action des militaires et des diplomates, dans un contexte d'interférence permanente et à tous les niveaux de hauts personnages de l'État. L'approche de l'auteur est ainsi sensible au poids de l'opinion, nationale et internationale. La situation très instable qui domine à l'est de l'Europe implique la mise sur pied juridique et technique d'une force d'« occupation pacifique de temps de paix », une formule dont la redondance traduit bien l'ambiguïté, familière de nos sociétés contemporaines depuis les années 1990 mais qu'il faut replacer dans le contexte de la sortie de guerre de 1914-1918, on y reviendra.

Le contingent français est construit autour de la 46^e division d'infanterie (DI), qui a déjà une expérience d'occupation en Belgique et sur le Rhin. Cette unité constituée par des bataillons de chasseurs alpins et à pied est renforcée par des cavaliers ainsi que par d'importants moyens en artillerie et véhicules blindés. Cette structure interarmes associant mobilité et puissance de feu à une si petite échelle (entre 10 000 et 20 000 hommes environ selon les périodes) constitue à l'époque une innovation importante pour une puissance occidentale. Elle est en revanche familière à l'Est, en Russie, dans les Pays Baltes, en Pologne où les combats ont mis à l'honneur dès 1918 cette mixité des armes qui jouera un si grand rôle lors de la Seconde Guerre mondiale. La précarité matérielle de l'entreprise exige une improvisation considérable de la part de troupes nullement formées et préparées au contrôle d'une région entière, régie par le droit allemand et possédant ses propres forces de sécurité, ses clivages sociaux et culturels fort anciens.

La seconde partie de l'ouvrage décrit la construction d'une autorité internationale temporaire, le rétablissement des principaux services publics et l'amélioration nécessaire du quotidien des populations. On se trouve ainsi plongé dans le quotidien des forces d'occupation qui font rapidement face à d'innombrables problèmes économiques, juridiques, politiques. Les rapports sur l'organisation des opérations électorales qui se déroulent sous haute surveillance permettent de saisir toute la complexité d'une telle « occupation pacifique », garante du droit et de l'ordre public dans un climat de guerre germano-polonaise larvée et sous les yeux de l'opinion internationale.

Enfin, la dernière partie du livre aborde les conséquences du vote qui a lieu le 20 mars 1921. Naturellement le scrutin plutôt favorable aux Allemands est contesté et manque d'enflammer la région. Le corps expéditionnaire interallié est alors déployé à l'extrême pour couvrir l'ensemble de la région qui malgré tout entre en effervescence. Les corps francs allemands et des troupes démobilisées, en apparence seulement, repoussent les insurgés polonais lors de véritables batailles rangées que tentent d'interrompre les contingents français, italiens et britanniques (les premiers étant accusés de soutenir les Polonais, les derniers de défendre les Allemands).

Postérité et représentations d'une opération singulière

Lorsque les troupes occidentales se retirent du terrain à l'été 1922, la situation reste tendue mais Allemands et Polonais entament un dialogue constructif sur les modalités pratiques de la division du territoire. Le sentiment de « mission accomplie » qui habite les militaires français au terme de vingt-neuf mois d'occupation et en particulier le général Le Rond, officier clé de cette délicate opération en tant que président de la CIGP, correspond bien à une réalité : la volonté

internationale s'est imposée, le flambeau est transmis à la Société des Nations (SDN) et plus concrètement les pertes humaines restent extrêmement réduites chez les Français (0,1%). Pourtant, ce sont le dépit, voire la frustration, qui s'imposent au retour (très discret) en France : les dangers encourus et l'exceptionnelle capacité d'adaptation du corps expéditionnaire ne sont guère reconnus, la 46^e DI est dissoute. L'auteur s'interroge dès lors sur « l'oubli » dont est victime l'opération, oubli dans l'opinion mais également dans les rangs de l'armée : Le Rond reste un inconnu et l'institution ne capitalise nullement, dans les années 1920, sur la précieuse expérience tactique acquise dans ce « laboratoire » des guerres futures (le combat interarmes et l'importance du renseignement surtout). Ce phénomène frappant de déconsidération militaire de l'aventure silésienne est très intéressant en lui-même, au-delà du mouvement général de repli de la pensée militaire française dans les années 1920.

A-t-on donc innové et « inventé », dans ce cadre, le concept exigeant de l'interposition ? A-t-on ici affaire à l'une des premières Opération de soutien de la paix (OSP) de l'histoire (p. 377) ? Rémy Porte le montre de manière convaincante mais sans apporter de réelle réponse quant à sa contextualisation et en l'occurrence son « oubli ». Le renfort d'une histoire des démobilisations culturelles est très justement convoqué par l'auteur en conclusion. « Continuation de la Grande Guerre par d'autres moyens ² », comme l'a écrit Nicolas Beaupré dans un cadre plus large, l'intervention en Haute-Silésie resterait militairement associée au gigantesque affrontement de 1914-1918 malgré sa richesse et l'innovation dont elle est porteuse. Sur le plan doctrinal, qui est au cœur de l'ouvrage, cette mission remarquable par sa « haute intensité » ponctuelle pourrait constituer le dernier avatar d'un conflit mondial ayant conduit l'armée française à un apogée tactique peut-être unique dans son histoire, apogée naturellement annonciateur de son déclin³. Là encore, les apports de l'histoire culturelle de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres sont précieux : alors que pour l'armée française, la Grande Guerre touche à sa fin (et la Silésie est peut-être centrale dans cet événement), pour les militaires allemands (et les soviétiques), la guerre ne prendra tout simplement pas fin. Les « héros » de l'occupation silésienne intègrent le panthéon nationaliste allemand.

Au-delà de la question doctrinale et dans cette perspective culturelle esquissée par l'auteur, il serait fort intéressant d'envisager l'opération silésienne du point de vue des échelons subalternes, ce qui permettrait d'approfondir de manière décisive, grâce à l'épisode silésien, notre connaissance des représentations militaires de l'immédiat après-guerre de 1914-1918. L'intervention, aussi contradictoire soit-elle, y est-elle perçue comme une mission de « construction de la paix » ou comme un acte de guerre, dans la paix, certes, mais un acte de rétorsion néanmoins répondant aux schémas de la culture de guerre française de 1914-1918 ? L'ouvrage, malgré son aisance à parcourir les rouages intimes de l'armée, ne permet qu'à la marge de se saisir des perceptions issues du rang du contingent français et donc de compléter les travaux allemands traitant des rapports entre occupés et occupants en Haute-Silésie. Les soldats et sous-officiers, pourtant, vivent durant cet épisode une expérience passionnante pour l'historien de confrontation à la population de l'ennemi d'hier,

² Nicolas Beaupré, « Occuper l'Allemagne... », art. cit.

³ Voir Michel Goya, *La chair et l'acier. L'armée française et l'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Paris, Tallandier, 2004, 480 p.

subissant violence et vexations, mépris et mises au défi. Mais ils désarment également, imposent l'autorité internationale et la victoire alliée dans la « guerre du droit ⁴ », infligent en somme son châtement à l'Allemagne. Ne pourrait-on avancer l'hypothèse, qui expliquerait peut-être la déconsidération de l'opération en France au-delà de son oubli doctrinal, que pour les soldats français désignés pour cette mission, presque à la sortie des tranchées, il s'agit d'abord de se glisser dans le dos de l'ennemi, voire de s'engager sur « l'autre front » de la Grande Guerre pour y compléter leur victoire ? Leur rôle n'est-il pas finalement de mettre en œuvre *manu militari* l'une des exigences principales de la France à Versailles et ainsi de faire payer à l'ennemi le prix de sa défaite ? L'opinion et même certaines élites françaises, civiles et militaires, ont-elles une perception si différente des événements ?

Cette zone stratégique économiquement polarise l'attention de la population allemande ; celle-ci, vaincue à l'Ouest, refuse de s'incliner à l'Est au profit de Polonais qui ne figurent pas aux rangs des vainqueurs et n'ont par surcroît aucunement les moyens de s'imposer militairement sur le terrain. A la satisfaction française d'avoir atteint ses buts de guerre à l'Ouest, il faut de surcroît imposer à l'ennemi la blessure d'avoir à abandonner à l'Est, de force, une partie du sol et de la population allemande de Silésie. Cette douleur, dont les soldats « oubliés » de Haute-Silésie sont l'instrument, restera vive dans la conscience allemande jusqu'au prochain conflit mondial : « La Haute Silésie, qui est l'un des deux poumons de l'Allemagne, nous a été volée », affirme en 1929 un député du Zentrum cité par l'auteur.

À l'inverse du général Le Rond et de ses adjoints (généraux Gratier et de Brantes) qui font intellectuellement figure de brillants précurseurs dans ce champ, les soldats français de Silésie, nombre de leur chefs et plus généralement l'opinion, se trouvent peut-être encore loin d'avoir conscience d'avoir accompli une mission de construction de la paix (*Peace Building*). Cette question jalonne l'une des pistes passionnantes ouverte par l'étude de Rémy Porte. Elle pourrait apporter des éclairages attendus sur la démobilisation culturelle des soldats français qui enrichiraient les éléments déjà mis au jour par les travaux de Bruno Cabanes. Au-delà, elle mènerait à une histoire en chantier, celle de la reconstruction et de la réconciliation européennes que John Horne a récemment appelée de ses vœux⁵.

La paix ne se décrète pas, bien sûr, mais la question posée ici est bien celle de la volonté réelle ou non des acteurs de sortir de la guerre, d'accepter la paix qui s'impose soudainement à eux, une paix inacceptable pour les vaincus et profondément insatisfaisante pour les vainqueurs. Ce que Rémy Porte offre à notre regard, c'est en somme le travail concret et laborieux de reconfiguration d'un continent bouleversé par le conflit et hésitant encore, au début des années 1920, à poser la première pierre de relations pacifiques entre anciens ennemis.

⁴ Voir « La guerre du droit, 1914-1918 », *Mil Neuf Cent, revue d'histoire intellectuelle*, n°23, 2005.

⁵ John Horne, « Guerres et réconciliations européennes au 20^e siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°104, octobre-décembre 2009, p. 3-15.